

Mise en garde contre la criminalisation des manifestations en Colombie



Bogotá, 6 mai (RHC) L'ancien président colombien Ernesto Samper (1994-1998) a mis en garde contre la stratégie de criminalisation de la grève nationale que vit dans le pays, afin de justifier le recours à la force par les policiers et les militaires.

Dans son profil sur Twitter, l'ancien président a averti que la droite politique veut transformer la protestation en 'menace terroriste, des manifestants en cibles militaires et la force publique (...) en acteurs de guerre civile'.

Samper s'est référé aux recommandations faites par l'ancien président colombien Álvaro Uribe (2002-2010) pour faire face aux signes de mécontentement social, qu'il a qualifiés de révolution moléculaire dissipée.

Le terme appartient au chercheur chilien Alexis Lopez et se réfère à de petites actions de résistance en augmentation en nombre et en intensité et qui se terminent par de grandes révolutions.

Selon Uribe sur son compte Twitter, il est nécessaire de résister à la 'révolution moléculaire dissipée', pour cela il a conseillé de renforcer le rôle des forces armées et de reconnaître le terrorisme, –a-t-il dit se référant aux manifestations, comme un phénomène plus important que prévu.

Pour sa part, Samper rappelle que la militarisation, la criminalisation de la protestation sociale ou la stigmatisation des personnes comme terroristes ne sont pas des solutions à la crise que vit la Colombie.

En revanche, il a appelé au dialogue avec les partis d'opposition, les mouvements sociaux et à la réponse tolérante de la force publique aux manifestations.

Les actions répressives violentes ont suscité l'inquiétude d'instances internationales telles que l'Organisation des Nations Unies qui, la veille, a condamné ce comportement des agents en uniforme et a appelé les autorités du pays à respecter la protection des droits de l'homme, en particulier le droit à la vie et à la sécurité de la personne.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/256418-mise-en-garde-contre-la-criminalisation-des-manifestations-en-colombie>



Radio Habana Cuba